

Didier TAVERNE

Directeur des études socioéconomiques, Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne

## L'emploi dans la région mulhousienne : À quelle(s) échelle(s) poser la question ? À quelle(s) échelle(s) envisager des réponses ?

L'Alsace est une des régions les plus touchées par la crise. Le 9 octobre 2009, le journal local *L'Alsace* avançait que la Région avait perdu 23 500 emplois dont 10 500 dans le Haut Rhin. Depuis lors, la situation ne s'est pas améliorée. Comment analyser cette situation ? Est-on face à un problème conjoncturel, ou structurel ?

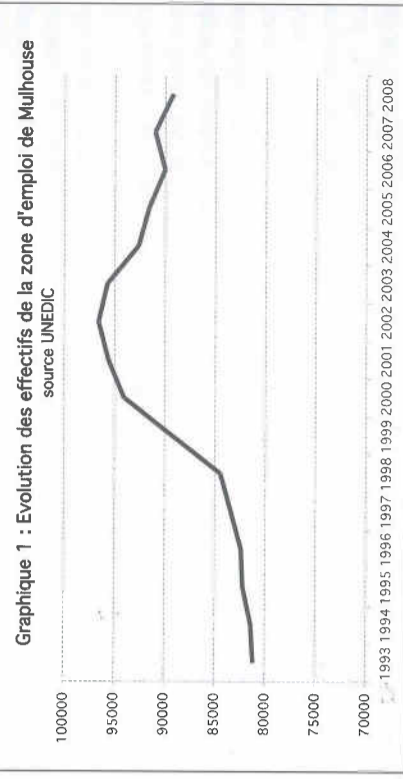
Nous voudrions montrer que si la première lecture du problème est tentante, elle s'avère néanmoins douteuse. D'une part, elle repose sur l'idée que l'économie mulhousienne est surdéterminée par la présence de l'industrie automobile. Ce qui n'est pas le cas. D'autre part, elle incite à penser qu'il faut essentiellement venir au secours de cette industrie et, pour le reste, attendre que la crise passe pour que tout revienne à la normale.

Il est au contraire possible de montrer que si l'économie locale est en crise, elle n'est pas la seule dans ce cas. En fait l'Alsace tout entière est concernée. Analyser cette crise renvoie alors à un modèle de développement qui demande aujourd'hui à être refondé.

### Éviter les fausses évidences

L'examen de l'évolution de l'emploi dans la zone de Mulhouse montre que, de 1993 à 1998, les effectifs croissent mollement. Au tournant de 1999, les effectifs se mettent à croître de manière forte.

En deux ans, les effectifs salariés privés gagnent presque 10 000 personnes. Et la croissance continue jusqu'en 2002 pour atteindre un gain de 12 146 personnes. A partir de 2002, la tendance s'inverse. 7% des postes sont perdus entre 2002 et 2008.



des effectifs de 1993 à 2000 a également eu lieu dans le Haut-Rhin et en Alsace (+15%). Le retournement du début des années 2000 concerne moins la Région qui, cependant, de 2000 à 2008, ne peut faire mieux que de stabiliser ses effectifs salariés privés. Le département du Haut-Rhin quant à lui, perd 2,7% de ses effectifs, là où la zone d'emploi de Mulhouse en perd 5.

Il est donc clair, d'une part, que les évolutions de l'emploi ne peuvent être appréhendées uniquement en termes conjoncturels ; d'autre part que ces évolutions négatives de l'emploi ne concernent pas seulement la zone de Mulhouse. C'est l'économie alsacienne dans son ensemble qui doit être considérée. Si crise il y a, elle ne date pas de 2008, mais commence au début des années 2000 ; elle ne prend pas sa source dans les difficultés d'une branche, le mode de régulation ou, à tout le moins le modèle, de développement de l'économie régionale est en cause.

### La fin d'un mode de développement

Bien des explications pourraient être apportées pour expliquer les évolutions de l'emploi depuis le début des années 2000. Mais, ce faisant, la question la plus pertinente risquerait d'être posée sous silence. Comment expliquer que la région mulhousienne, comme l'ensemble de l'Alsace, ait en quelque sorte échappé à la crise industrielle ? Cette question est légitime quand on compare la situation locale avec celle des anciennes régions industrielles. Le Nord-Pas-de-Calais a connu, très rapidement, une désindustrialisation absolue à partir de la fin des années 70. Ce n'est pas le cas ici. Pourquoi ?

La bordure nord et est de la France est constituée de régions anciennement industrialisées. L'Alsace en fait naturellement partie. Mais elle se distingue nettement car le Nord ou la Lorraine par exemple, constituent depuis des lustres des régions industrielles en difficulté et en reconversion alors que l'Alsace a continué à faire montre de dynamisme.

Plusieurs facteurs d'explication peuvent être avancés. Il peut ainsi être fait référence au dynamisme entrepreneurial des Alsaciens, qui permet la création de nombreuses entreprises. Ou encore, à la loyauté des salariés alsaciens qui ne génère qu'un faible nombre de jours de travail perdus pour fait de grève. À cela s'ajoute que les difficultés sectorielles - on pense bien sûr aux difficultés qu'a connu l'industrie textile dans la région - a été compensée par la montée en charge de nouvelles activités comme la chimie et l'automobile. Au-delà, il faut insister sur le rôle qu'ont joué les institutions locales et les capitaux étrangers dans le dynamisme régional.

Des années 50 aux années 90, les institutions alsaciennes ont conduit une politique d'attractivité forte. Le Comité d'étude et d'action pour l'économie alsacienne réalise ainsi la première brochure de promotion des zones d'activités bas-rhinoises, à destination des investisseurs allemands, en 1954. Ces actions de promotion vont être continuées par la suite par les comités d'expansion économique ADIRA et CAHR<sup>1</sup>. Cette politique va être couronnée de succès. Les capitaux allemands et suisses d'abord, américains et japonais ensuite vont abonder<sup>2</sup>. La situation transfrontalière favorise les échanges et l'Alsace devient ainsi une région fortement exportatrice.

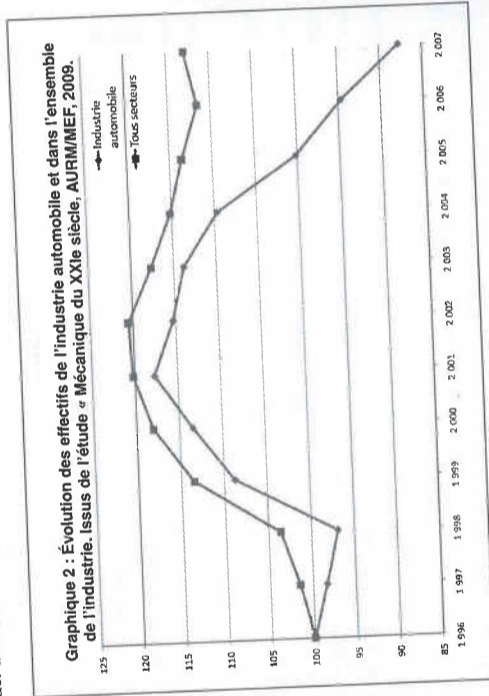
Les institutions locales jouent encore un rôle important en mettant en oeuvre une politique de grands équipements, notamment routiers, inscrits aux Contrats de Plan État Région et destinés à faciliter les échanges.

1. HERAUD, KAHN et MULLER, BETA/ISI, « Les nouvelles orientations du développement régional : le cas de l'Alsace », colloque Territoires et action publique territoriale, ASRDIF, Rimouski, août 2008.
2. Les travaux de El Ouardighi et Kahn montrent que l'Alsace est la première région de France pour l'accueil de firmes industrielles à capitaux étrangers (apports pondérés par la population).

L'économie locale perd alors 7 364 emplois. La question peut être abordée sous deux angles. Le premier consisterait à se demander ce qui s'est passé à partir de 2002. Le second semble plus prometteur, qui consiste à s'interroger sur les évolutions antérieures, de 1998 à 2002. Comment expliquer cette croissance soudaine de l'emploi ?

Un élément de réponse semble s'imposer. La croissance de l'emploi dans la zone de Mulhouse est liée à une très forte progression de la production chez PSA à partir de 1998 et qui culmine en 2002.

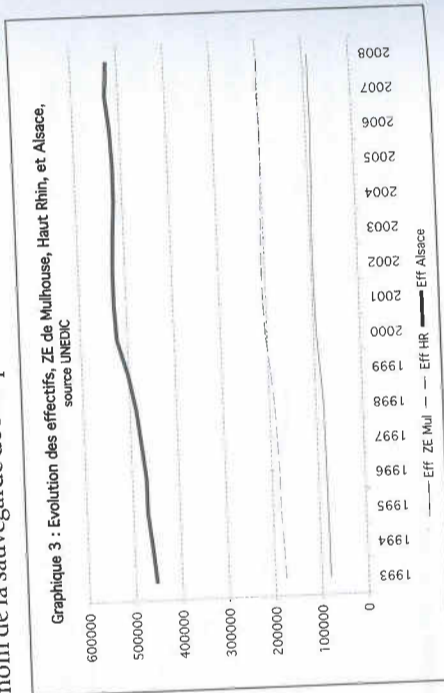
La solution à notre problème est donc simple et sous nos yeux. Le principal employeur privé de la zone réduit ses effectifs, imité en cela par quelques autres tels Rhodia, ce qui conduit mécaniquement à une baisse de l'emploi salarié total. PSA tousse, Mulhouse s'enrhume !!! CQFD.



Cette analyse est fort peu satisfaisante. À partir de 2004, les évolutions de l'emploi dans l'automobile et dans les autres branches industrielles sont déconnectées. Dans l'automobile, la chute des effectifs est nettement plus forte. Pourtant, cette analyse a été assez souvent retenue car elle présente quelques avantages. Dans cette explication des évolutions, on tient le responsable, voire le coupable.

Les questions de fond ne sont ainsi pas abordées. On en reste à ce que H.A. Simon, prix Nobel d'économie, appelait un « problem solving ». Dès lors qu'un problème est rencontré, il faut trouver une solution ... quitte à faire de la pataphysique. Le problème est ici une baisse de l'emploi dans quelques industries majeures, la solution évidente est alors de faire venir d'autres industries majeures ou bien de soutenir les industries en place. Pour le coupable, le temps est venu de demander du soutien, au nom de la sauvegarde de l'emploi. Les institutions se sont ainsi empressées de créer de nouvelles primes à la casse et de créer des fonds pour alléger la trésorerie des entreprises concernées.

Ce faisant, le « problem setting » est laissé de côté. C'est-à-dire que la nature du problème rencontré n'est pas réellement interrogée, mise en question. Un examen plus attentif montre pourtant que la zone de Mulhouse n'est pas la seule concernée. La croissance



d'achat changent, que les revenus moyens locaux ne sont plus supérieurs au revenu moyen français, mais aussi parce que le manque de cohérence territoriale conduit à multiplier l'offre et les équipements dans tout le sud Alsace

Territoires	Postes des Ets actifs appareil productif au 31/12/2006	Postes des Ets actifs économie résidentielle au 31/12/2006	Postes des Ets actifs fonction publique au 31/12/2006	Part de l'économie résidentielle au 31/12/2006
UU Avignon	32 188	46 163	29 028	43,0%
Région Mulhousienne	<b>41 764</b>	<b>41 285</b>	<b>18 425</b>	<b>40,7%</b>
France entière	7 686 552	8 866 605	5 336 315	40,5%
UU Saint-Etienne	39 721	48 077	31 645	40,3%
Alsace	254 683	255 792	139 265	39,4%
Haut-Rhin	98 551	96 794	52 970	39,0%
UU Valenciennes	42 924	39 031	29 729	34,9%
UU Montbéliard	27 729	14 343	9 304	27,9%

Source : Insee, Clap (champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim).

D'autres pistes doivent donc être explorées. L'avenir de l'économie locale ne passera ni par le rejet de l'industrie, ni par les prétendues vertus de l'économie résidentielle<sup>13</sup>. L'économie se fait hybride. Il devient de plus en plus difficile de tracer des frontières claires entre branches ou entre activités matérielles et immatérielles. Comme partout, cet avenir passera par le développement d'une économie de la connaissance, l'inscription dans des réseaux nationaux et mondiaux et une nouvelle gouvernance.

Sur le premier point, le territoire mulhousien dispose d'atouts, avec des centres de recherche publics et privés performants. L'interface avec les entreprises mériterait sans doute d'être davantage développée, de même que les PME pourraient être davantage incitées à intégrer les trois pôles de compétitivité auxquels participe le territoire. Un effort de structuration du tissu économique pourrait être bienvenu. Développer l'économie de la connaissance signifie aussi un effort de formation intense, des jeunes notamment.

Les réseaux sont nombreux, au plan local et régional. Trop nombreux, peut-être, pour éviter de penser qu'il s'agit plutôt de groupes corporatistes davantage tournés vers la poursuite de leurs intérêts catégoriels. Intégrer les réseaux devient essentiel dans la mesure où avoir accès et échanger de l'information l'est. Après une période tournée vers l'étranger que l'on souhaitait attirer, l'erreur serait peut-être de se replier sur son territoire, de ne viser que l'endogène. Il existe des réseaux de chercheurs, de formations supérieures, d'entreprises, de villes... qui constituent autant d'espaces de collaboration et d'échange d'informations.

Ces considérations renvoient au troisième point : la gouvernance. Les économistes spécialistes de l'analyse territoriale ont coutume de dire que « nous savons pourquoi il n'y a pas de développement. S'il n'y a pas de route, d'électricité, d'infrastructures alors... Mais ce n'est pas parce que nous avons tout cela, qu'il y aura développement. Bref, nous savons pourquoi il n'y a

en sûr immédiatement à la pollution industrielle qui contamine progressivement les grandes et belles nappes d'eau souterraine d'Europe : la nappe Ill-Rhin<sup>7</sup>.

face de grands équipements routiers et autoroutiers conduit à ce que l'automobile sente. Laquelle a engendré un développement anarchique du territoire, avec la naissance de pôles, notamment commerciaux, en périphérie, connexe à un étalement dégradable.

ce mode de développement s'est accompagné d'une forte croissance des disparités ville centre, Mulhouse, concentre ainsi une population très précaire, aux faibles densités que les communes périphériques ont vu l'arrivée d'une population de petits villages, à la situation plus stable, aux meilleurs revenus. Une ségrégation socio-spatiale, plus ou moins agressivement mise en place, au terme de laquelle la ville centre est peu attractive, devrait jouer un rôle moteur dans le re-développement du territoire.

es pour renouveler le référentiel d'action ?

référentiel est ici utilisé au sens de la science politique<sup>8</sup>, comme l'ensemble constitué par les images, les schémas opératoires et les outils mobilisés par les acteurs dans la prise de décision. Ce référentiel encadre et dans une large mesure oriente le passé, nous l'avons vu, le référentiel était essentiellement industriel. La tentation est, pour certains acteurs locaux, de continuer à faire marcher les vieilles recettes. L'industrie (lourde) a été le moteur de la croissance, faisons en sorte d'attirer de nouvelles industries. D'autres au contraire peuvent être tentés d'opérer un rejet de l'industrie, de sortir le bébé avec l'eau du bain. Dans ce cas, il est bienvenu, en s'appuyant sur le Davozie<sup>9</sup>, de considérer de manière privilégiée l'économie résidentielle.

e-t-il, une fausse bonne solution. En effet, il n'est possible de miser sur la sphère industrielle que si l'on a en tête l'image d'une ville et d'un territoire fortement dominés par l'industrie. Un examen rapide<sup>10</sup> de la situation montre qu'il n'en est rien. Certes, il est toujours difficile de développer la sphère résidentielle. Mais elle est déjà fort largement pourvue. 'est pas Montbéliard !!

croire même que certaines offres de services sont surnuméraires. Une étude réalisée par l'Institut d'études économiques de la région mulhousienne, montre ainsi que les services commerciaux sont surdimensionnés, à l'échelle d'un territoire de cinq cent mille habitants, ce qui n'en compte que la moitié. Les forts revenus et taux d'emploi qui prévalaient dans la région, la proximité des frontières allemande et suisse ont permis le développement de services. Aujourd'hui, ils peinent à se maintenir<sup>12</sup>. Parce que les comportements

ALEX C., GREENWOOD R., QUEVAUVILLER P., *Rapid Chemical and Biological Techniques for Monitoring*, Ed Wiley, Londres, 2009.  
Travaux fondateurs de JOBERT B. et MULLER P., *L'État en action. Politiques publiques et gestion*, PUF, 1987.

ppement, mais nous ne savons pas pourquoi il y a du développement ». Ce faisant, ix limites de l'analyse disciplinaire.

olitique est en mesure d'apporter quelques éclairages. Au gouvernement des États villes, a succédé la gouvernance territoriale. La prise de décision est dorénavant x, et multi-acteurs. Tous les acteurs détenant une partie de l'information, doivent d'une manière ou d'une autre, à la délibération. Cela passe par la création d'arènes, e situations dialogiques<sup>14</sup> tels que les ressources soient mutualisées et le *problem* ent réalisé. Multi-niveaux, la gouvernance l'est dès lors qu'elle associe des acteurs ions de rangs et de légitimités différents. Pour le dire en un mot, la prise de décision re d'une vision purement hiérarchique (*bottom-up* vs *top-down*) pour tendre vers une orizontalité des réseaux, politiques, institutionnels, économiques et sociaux.

Yves FREY

Docteur en histoire, professeur d'IJFM d'Alsace

## Le travail des immigrés au XX<sup>e</sup> siècle

En traitant du travail des immigrés à Mulhouse et autour de Mulhouse, nous traiterons avant tout des travailleurs immigrés, c'est-à-dire d'un fait social beaucoup plus que du travail lui-même qui est, au sens précis du terme, labeur et douleur. Étymologiquement travail vient en effet du latin *tripalium* qui était la machine à trois pieux, la machine à torture. Bien plus, c'est traiter un fait social total car c'est traiter de la société en son entier : des immigrés bien sûr, mais aussi de la société d'origine, de la société d'accueil, de leurs structures, de leurs représentations, etc., nous arrêtons ici la liste qui pourrait être largement complétée. Les problématiques sont donc multiples et touchent à de nombreuses disciplines que nous ne pouvons pas toutes aborder et que, d'ailleurs, nous ne maîtrisons pas. Il nous faut donc préciser et resserer le sujet. Il est des questions d'évidence. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Que font-ils ? Quand sont-ils venus ? Quand sont-ils repartis... s'ils sont repartis ? Etc. Il s'agit là d'un questionnaire de base, fondamental, bien connu des étudiants en histoire. Mais il nous faut avant tout définir les mots.

Qu'est-ce qu'un travailleur immigré<sup>1</sup> ? Un travailleur qui passe une frontière. Pas n'importe quel travailleur, un ouvrier, c'est-à-dire un producteur salarié d'exécution du capital, un prolétaire. Il existe deux grands types de travail prolétaire suivant la classification d'Alain Touraine<sup>2</sup>. Le type A ou phase professionnelle se définit par l'autonomie du travail de fabrication. C'est celle du travailleur à domicile du XIX<sup>e</sup> siècle, du tisserand en coton haut-rhinois ou du canut lyonnais par exemple. Rien ne lui appartient, il s'organise à sa guise (quoique !), son savoir-faire est essentiel. Cette forme de travail existe encore au XX<sup>e</sup> siècle avec les mineurs – ici, de potasse – totalement dominés certes, mais dont la production ne dépend finalement que de leur force et de leur savoir-faire. Il en est de même des glaisiers italiens installés à Bourzwiller. Le type B ou phase technique est bien décrite par l'expression de Georges Friedmann, « le travail en miettes », celle de l'organisation du travail, qui n'exclut pas pour autant la phase professionnelle.

Le deuxième terme, « immigré », lui, n'est pas de nature économique, mais politique. Car l'immigration résulte avant tout d'un rapport de force entre dominants et dominés<sup>3</sup>, entre colonisateurs et colonisés. Cet aspect politique est gommé au profit du seul aspect économique. Nous allons tenter de réunir ces trois aspects, l'économique, le politique et l'humain en organisant notre exposé en trois parties qui correspondent aux trois grands moments d'une évolution.

**Des travailleurs recherchés et appréciés... mais renvoyés. 1919-1939.**

L'entre-deux-guerres, si l'on utilise le recensement de 1931 qui donne à un an près, une coupe du maximum de population étrangère dans la ville, montre la prépondérance des Suisses